



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services
Techniques

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de fournitures courantes et de services

Procédure n°2025-DPBST-STRAV-066bis

**Maintenance préventive et corrective, fourniture de pièces détachées,
accessoires et consommables et prestations diverses relatives aux systèmes
de supervision de la Gestion Technique des Bâtiments (G.T.B)
pour le CHRU de TOURS**

| | | |
|------|--------------------------------------|-----------|
| CCAP | Procédure n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 1/20 |
|------|--------------------------------------|-----------|

I - Identification de l'Acheteur public

I.1. Représentant du pouvoir adjudicateur

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**
Représentant du pouvoir adjudicateur : **Madame la Directrice Générale du CHRU de Tours**
Adresse : **37044 TOURS Cedex 9**
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents du dossier

Référent administratif du dossier : **MOREAU Stéphanie**
Adresse : **CHRU de Tours**
Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques
37044 TOURS Cedex 9
Téléphone : 02 47 47 39 73
Courrier électronique : s.moreau@chu-tours.fr

Référent technique du dossier : **KERNEN Lenaïck**
Téléphone : **02 47 47 47 14**
Courrier électronique : l.kernen@chu-tours.fr

II - Caractéristiques du marché

II.1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet la maintenance préventive et corrective, la fourniture de pièces détachées, les accessoires et les consommables et les prestations diverses relatives aux systèmes de supervision de la Gestion Technique des Bâtiments (G.T.B) pour le CHRU de TOURS.

Le périmètre des prestations attendues est présenté dans le CCTP.

II.2. Description du marché

II.2.1. Type de marché

| | | |
|--|--|---|
| Marché de fournitures : <input type="checkbox"/> | Marché de services : <input checked="" type="checkbox"/> | Marché de travaux : <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre : | Catégorie de service : 7 | <input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation |

II.2.2. Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres. Elle est soumise aux dispositions des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

II.2.3. Forme du marché

Le présent marché est un marché unique.

II.2.4. Montant maximum du marché

Le montant maximum du marché hors PSE est de 100 000 € HT/an. Ce montant est contractuel et détermine le plafond de commandes pouvant être émises auprès du ou des titulaires.

Montant global maximum du marché HT (4 ans hors PSE) = 400 000 €

II.2.5. Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont les codes :

- 50324200 - Services de maintenance préventive
- 50324100-3 Services de maintenance de systèmes.

II.2.6. Décomposition en lots

La présente consultation comporte un lot unique.

II.3. Durée du marché

Le marché est conclu au 01/01/2026 (ou de la date de notification si postérieure) au 31/12/2027 puis est reconductible 1 fois pour 24 mois dans la limite totale de 48 mois.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de non reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard 3 mois avant la fin de la durée du marché une décision de non reconduction.

II.4. Définition

Jours ouvrés : du lundi au vendredi

Heures ouvrées : de 8 heures à 17 heures

Maintenance préventive : les visites et interventions de maintenance préventive ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Maintenance corrective : la maintenance corrective a pour but de rétablir les fonctions d'un bien après la défaillance de celui-ci ou la dégradation de ses fonctions.

La maintenance corrective comprend :

- la localisation de la défaillance et son diagnostic ;
- la remise en état avec ou sans modification ;
- le contrôle de bon fonctionnement.

Pour tout ce à quoi il est fait référence en matière de **terminologie de maintenance**, il convient de se référer à la norme **NF EN 13306** en vigueur.

Pour tout ce à quoi il est fait référence en matière de **niveaux de maintenance**, il convient de se référer à la norme **NF XD 60.000** en vigueur.

Catégorie de maintenance corrective :

- **maintenance corrective urgente** : celles rendues nécessaires par tout dysfonctionnement mettant en cause le bon fonctionnement du système de SUPERVISION GTB et des équipements dédiés et, par conséquent, la surveillance ou les opérations de Contrôle - Commande des équipements gérés par cette GTB.
- **maintenance corrective non urgente** : toutes celles qui ne sont pas urgentes

| | | |
|---------------|---------------------------------|-----------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 4/20 |
|---------------|---------------------------------|-----------|

Interventions hors forfait sont ainsi désignées :

1. Les interventions ou réparations entraînées par des défaillances dues à des causes étrangères au matériel objet des présents marchés, telles que :
 - a) Incendie, explosion, inondation, affaissement du bâtiment, provoqués ou non par l'installation
 - b) Défaut des dispositifs touchant à l'environnement de l'installation
 - c) Utilisation non conforme aux prescriptions indiquées par le titulaire dans le manuel pratique d'utilisation, prescription que le CHRU de Tours déclare connaître et s'engage à faire respecter
 - d) Tout autre motif extérieur à l'usage de l'équipement défini dans l'offre du titulaire
2. Les interventions ou réparations entraînées par des modifications ou réparations de matériel, effectuées par du personnel non expressément mandaté par le titulaire pendant la durée du marché.
3. Les interventions effectuées à la demande du CHRU de Tours telles que :
 - a) Démonstrations diverses
 - b) Mise à disposition de main d'œuvre et / ou matériel pour opération de contrôle divers, réglementaire ou non
 - c) Déplacements de matériels
 - d) Échange et réparation des accessoires
 - e) Adjonction de matériels d'autres origines.

II.5. Pièces contractuelles

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- l'acte d'engagement et ses annexes dont
 - le bordereau de prix
- 2- le présent Cahier des Clauses Administratives particulières
- 3- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
 - a. Annexe 1 : Inventaire EQT GBT
 - b. Annexe 2 : Convention de nommage des équipements
 - c. Annexe 3 : Dictionnaire des codes nommages
 - d. Annexe 4 : Fiches de renseignement
 - e. Annexe 5 : Analyse fonctionnelle générale de la supervision
 - f. Annexe 6 : Architecture niveau supervision des sites de Bretonneau et Clocheville
- 4- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- 5- l'offre technique du titulaire

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

| | | |
|---------------|---------------------------------|-----------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 5/20 |
|---------------|---------------------------------|-----------|

III - Prix et règlements

III.1. Forme des prix

Maintenance préventive :

Cette prestation est passé à prix forfaitaire annuel.

Maintenance corrective :

Cette prestation est passé à prix unitaires.

Les prix unitaires sont ceux de l'offre soit :

- le coût de main d'œuvre est appliqué aux heures exécutées conformément au rapport d'intervention fourni.
- les prix unitaires des pièces détachées sont appliqués aux quantités réellement livrées.

III.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que tous les frais afférents aux déplacements et à l'hébergement sur les sites du CHRU de Tours.

Les prix sont franco de port.

Il n'y a pas de frais afférents à des minima de commande que ce soit en quantité ou en valeur.

III.3. Modalités de révision des prix

III.3.1. Modalités de calcul de la révision

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de **novembre 2025** (mois de remise des offres). Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 (I_n / I_0)$$

$$P_n = 70\% \times (I_{CHT-IME_n} / I_{CHT-IME_0}) + 30\% \times (FSD2_n / FSD2_0)$$

FSD2 : frais et services divers – Catégorie 2

ICHT-IME : Indice coût horaire du travail, industries mécaniques et électriques

P_n = prix révisé HT

P_0 = prix initial HT

I_n : valeur du dernier index publié à la date de la révision

I_0 : valeur de l'index connue au mois Mo de remise des offres.

| | | |
|---------------|---------------------------------|-----------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 6/20 |
|---------------|---------------------------------|-----------|

III.3.2. Périodicité de la révision

Les prix sont fermes du 01/01/2026 (ou de la date de notification si postérieure), au 31/12/2026.

Les prix pourront être révisés 3 fois sur la durée du marché, selon le calendrier suivant :

- 1^{ère} révision : au plus tard le 01/12/2026 pour la période du 01/01/27 au 01/12/27
- 2^{ème} révision : au plus tard le 01/12/2027 pour la période du 01/01/28 au 31/12/28
- 3^{ème} révision : au plus tard le 01/12/2028 pour la période du 01/01/29 au 31/12/29

La demande de révision de prix est à l'initiative du titulaire.

La demande de révision est adressée à la Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard le 1^{er} juin de l'année concernée à l'adresse suivante :

CHRU de TOURS
Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques
A l'attention de Mme MOREAU
37044 TOURS cedex 9

Au-delà du 1^{er} décembre de l'année concernée, aucune demande de révision ne sera acceptée, le cachet de la poste faisant foi.

III.3.3. Clause butoir

L'augmentation de prix ne pourra en aucun cas excéder 1.5 % par période de révision. Dans l'hypothèse où la demande de révision des prix serait supérieure à 1.5% le CHRU de Tours négociera le taux d'évolution du prix avec le(s) titulaire(s).

III.3.4. Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur ne puisse prétendre à une indemnisation, si la hausse des prix excède 5%.

III.4. Avances

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement son souhait de bénéficier de l'avance prévue aux articles R2191-3, R2191-5, R2191-6, R2191-13, R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

III.5. Retenue de garantie

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au titulaire du marché.

| | | |
|---------------|---------------------------------|-----------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 7/20 |
|---------------|---------------------------------|-----------|

III.6. Acompte, règlement définitif et solde

Le marché donne lieu à des versements à titre de règlements partiels définitifs, dans les conditions fixées ci-après.

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif.

III.7. Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- date de la facture ;
- désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- numéro du bon de commande ;
- code d'identification du service en charge du paiement ;
- date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- désignation de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- lieu de livraison
- montant net HT de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- taux et montant de la TVA
- montant net TTC de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- montants nets totaux HT et TTC de la facture

Lors du dépôt de la facture destinée au CHRU de Tours sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : 263 700 189 000 16
- CODE SERVICE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS (exemple : PMTEC, PREST, RPHOT, SMHOT, STECH, STRAV)
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS, au format indiqué (année/code service/numéro de commande)

| | | |
|---------------|---------------------------------|-----------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 8/20 |
|---------------|---------------------------------|-----------|

III.8. Facturation

III.8.1. Facturation de la maintenance préventive :

La facturation est semestrielle, la facture est payée **à terme échu**.

La facture sera réglée sous réserve de la bonne exécution de la maintenance, et de la transmission du rapport d'intervention correspondant.

L'échéancier de facturation pour une année du marché est le suivant :

- 1er semestre : fin juin N
- 2ème semestre : fin décembre N

Si le marché débute en cours de semestre civil, la première facture de maintenance concernera la période allant de la date de notification du marché jusqu'à la fin du semestre civil en-cours (la formule de calcul du prorata doit être jointe à la 1ère facture); puis est semestrielle à terme échu pour les factures suivantes.

III.8.2. Facturation de la maintenance corrective :

- **Sans pièces détachées**

La facturation est au semestre.

Il est établi une facture par bon de commande, accompagnée de la liste des interventions.

- **Avec des pièces détachées :**

La facture est émise par intervention réalisée.

Il est établi une facture par bon de commande.

III.8.3. Facturation de la PSE

La réalisation sera facturée par acompte soit

- 50% en milieu de migration
- 50% à la réception de la migration

III.9. Délai de paiement

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date de réception du rapport d'intervention pour la maintenance ou de la date d'admission des fournitures.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et

| | | |
|---------------|---------------------------------|-----------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 9/20 |
|---------------|---------------------------------|-----------|

financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

III.10. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire(s) est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

III.11. Nantissement et cession de créance

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

IV - Exécution

IV.1. Évolution technique, technologique

En cas d'évolution technique et/ou technologique de ses matériels durant la période d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

En cas d'arrêt de fabrication de son (ses) matériel(s) durant la période d'exécution du marché et de commercialisation de produits de remplacement, le titulaire en informera par écrit le

| | | |
|---------------|---------------------------------|------------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 10/20 |
|---------------|---------------------------------|------------|

CHRU et proposera un nouveau produit de substitution (proposition chiffré). Cette information pourra emporter la résiliation du marché.

Le CHRU de Tours reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, un avenant sera conclu entre les deux parties. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché.

IV.2. Ruptures de pièces détachés du marché

IV.2.1. Ruptures ponctuelles d'une pièce détachée

Dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité de livrer une pièce détachée pour cause de rupture ponctuelle chez le fabricant, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution une pièce détachée pour validation au CHRU de Tours au minimum 7 jours ouvrés après l'émission du bon de commande

Cette substitution ne peut pas perdurer **au-delà de 3 mois maximum** sauf accord du CHRU de Tours et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.

IV.2.2. Arrêt ou rupture définitive d'une pièce détachée

Dans le cas où une pièce détachée n'est plus commercialisée, le titulaire propose au CHRU de Tours un produit de remplacement sans modification de prix unitaire au minimum 3 jours ouvrés près l'émission du bon de commande correspondant.

En cas d'accord du CHRU de Tours, ce dernier rédigera un avenant.

IV.3. Modalités d'émission des bons de commande

Les bons de commande seront signés par un représentant du CHRU de Tours ayant reçu délégation de la Directrice Générale du CHRU de Tours. Ils émanent de la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et de la Transition Écologique ou de la Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- ✓ la quantité à livrer
- ✓ la date de livraison/le délai d'exécution du bon de commande
- ✓ les lieux de livraison
- ✓ le montant du bon de commande
- ✓ la référence du marché
- ✓ le numéro de la commande
- ✓ la désignation de la fourniture ou de la prestation
- ✓ le prix net unitaire HT

IV.4. DELAI D'EXCUTION

IV.4.1. Maintenance sur site

Le délai d'exécution de chaque demande d'intervention court de la date de réception de la demande par le titulaire jusqu'à la date de remise en ordre de marche de l'équipement, même si celle-ci est postérieure à l'échéance des marchés.

IV.4.2. Maintenance corrective

Le délai d'exécution de chaque demande d'intervention court à la réception du mail ou de l'appel téléphonique du référent technique du marché (CHRU de Tours) jusqu'à la date de remise en ordre de marche de l'équipement, même si celle-ci est postérieure à l'échéance des marchés.

IV.4.3. Fourniture de pièces détachées

Le délai d'exécution de chaque bon de commande court de la date d'envoi du bon de commande jusqu'à l'admission de la dernière livraison correspondante, même si celle-ci est opérée au-delà du terme des marchés.

IV.4.4. Délai de remise des documents

Le rapport d'intervention ponctuel décrit à l'article 2.9.2 du CCTP doit être remis le lendemain de l'intervention ou le jour ouvré suivant l'intervention.

Le rapport annuel décrit à l'article 2.9.3 du CCTP doit être remis 1 semaine après la fin de l'année de maintenance.

IV.5. EXECUTION DES PRESTATIONS DE SERVICE

IV.5.1. Équipements concernés par la maintenance

Le détail des équipements à maintenir connus à la date de rédaction du présent document est fourni en annexe 1 au CCTP.

Cette annexe détaille les références des équipements à maintenir et les quantités par référence.

Le parc d'équipements pourra être modifié par avenant en cours d'exécution du marché .

Une mise à jour de l'inventaire portant sur les ajouts et les retraits d'équipements pourrait intervenir, s'il y a lieu de le faire, sur la base d'une constatation contradictoire entre le CHRU de Tours et le titulaire.

Ajout d'équipements identiques :

Les nouveaux équipements seront ajoutés à la liste des équipements maintenus dans le cadre du présent marché à l'issue de leur période de garantie par avenant, sans modification des tarifs.

| | | |
|---------------|---------------------------------|------------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 12/20 |
|---------------|---------------------------------|------------|

Ajout d'équipements différents mais de même nature ou de même marque que ceux déjà couverts par le marché :

Le titulaire établira un devis selon le niveau de maintenance souhaité par le CHRU de Tours.

Les nouveaux équipements seront ajoutés à la liste des équipements maintenus dans le cadre du présent marché par avenant.

Le montant de la prestation de maintenance sera calculé, pour la première année de mise en service, au prorata de la période comprise entre la date de fin de garantie et la date d'anniversaire du contrat.

Retrait d'équipements :

Les équipements réformés seront retirés de la liste des équipements maintenus dans le cadre du présent marché par avenant.

Le montant facturé tiendra compte de la date de réforme et de la période couverte par la facture.

IV.5.2. Dispositions générales pour la maintenance

Quelle que soit la nature de la maintenance, le titulaire doit :

- Vérifier si les équipements sont correctement utilisés.
- Aviser le responsable du service en cas de constat de mauvaise utilisation du matériel ou de mauvaise manipulation et le consigner par écrit sur le rapport d'intervention.
- S'assurer que ses techniciens intervenant dans les locaux du CHRU de Tours portent des tenues de protection adaptées à l'environnement, destinées à limiter l'influence de leur présence, et respectent les habitudes de travail dans le service.
- Établir un rapport d'intervention précisant toutes les actions menées et les contrôles effectués.

Les interventions ont lieu dans les conditions détaillées de le CCTP.

Le titulaire prend à sa charge l'enlèvement des pièces défectueuses.

Les composants soumis au marquage CE sont remplacés par des composants identiques ou compatibles. Toutes les pièces détachées doivent être neuves, en quantité suffisante et, dans la mesure du possible, certifiées d'origine.

IV.6. Transmission des documents (hors facture)

Tous les documents afférents à la maintenance tels que calendrier des visites de maintenance préventive, rapports d'intervention ou devis seront à transmettre systématiquement par courriel à :

- ✓ Référents techniques et administrateurs G.T.B de la D.P.B.S.T. :
 - Monsieur Lenaïck KERNEN (l.kernen@chu-tours.fr)
 - Monsieur Romain CHEVALLIER (r.chevallier@chu-tours.fr) ,

| | | |
|---------------|---------------------------------|------------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 13/20 |
|---------------|---------------------------------|------------|

- ✓ Chargée des bons de commande et du paiement des factures au sein de la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et de la Transition Ecologique (DALATE).
 - Madame Charlène HOUARD (c.houard@chu-tours.fr)

IV.7. Exécution des prestations visées au présent marché

Le niveau de maintenance exigé du marché est le suivant : maintenances préventive et corrective.

Les dispositions relatives aux types de maintenances exigées dans le cadre du présent marché figurent ci-après.

IV.7.1. Maintenance préventive

La périodicité des opérations de maintenances préventives est indiquée dans le CCTP.

Le forfait inclut la main-d'œuvre, les frais de déplacement et les pièces détachées changées dans le cadre des interventions de maintenance préventive.

Le titulaire réalise le nombre de visites de maintenance préventive indiqué dans le CCTP.

A la date d'anniversaire du contrat, le titulaire transmettra par mail le calendrier des visites conformément au CCTP.

Le calendrier des visites de maintenance sera établi selon les dates d'anniversaire du marché

IV.7.2. Maintenance corrective sur demande, avec intervention sur site

Les interventions de maintenance corrective sont déclenchées d'un commun accord entre le référent technique du CHRU de Tours selon les conditions de l'article 2.6.3 du CCTP.

La Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements, et de la Transition Écologique ou la Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services techniques se réserve le droit de ne pas payer une facture émise sans n° de bon de commande.

Les délais d'intervention sont indiqués dans le CCTP et rappelés dans l'annexe 4 du CCTP, et sont contractuels.

IV.8. Opérations et décisions de vérification

IV.8.1. Constatation de l'exécution des prestations de maintenance

Toute intervention donne lieu à l'établissement par le titulaire d'un rapport d'intervention qui atteste que les opérations prévues dans le présent marché ont été effectuées.

| | | |
|---------------|---------------------------------|------------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 14/20 |
|---------------|---------------------------------|------------|

Le document comporte des observations telles que : anomalies constatées, usure de certains organes, risques de détérioration, état du matériel après intervention.

Le rapport doit être transmis au CHRU de Tours conformément à l'article IV.7. du présent CCAP.

a- Maintenance préventive annuelle :

Le rapport d'intervention doit être établi par le titulaire du marché selon l'article 2.9.3 du CCTP.

Il sera joint au rapport d'intervention, les documents attestant que les vérifications prévues au CCTP ont été réalisées (liste de contrôles et résultats des mesures).

b- Maintenance corrective :

Le rapport d'intervention doit être établi par le titulaire du marché selon l'article 2.9.2 du CCTP.

IV.8.2. Etat des lieux de fin de marché

L'article 1.9 du CCTP indique que lors de la dernière année du marché, un état des lieux et le procès-verbal d'un examen de l'état d'entretien et de fonctionnement des installations sont dressés contradictoirement

Si des réparations sont nécessaires, le paiement et la dernière échéance du marché sont différés jusqu'à la réalisation des travaux d'entretien et de remise en état incombant au titulaire.

Si les réparations ne sont pas réalisées suite à deux relances écrites alors l'article V.3 du CCAP s'applique.

IV.9. Propriété intellectuelle

Les dispositions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

IV.10. Garantie

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à celle prévue à l'article 33 du CCAG-FCS.

Elle est à 12 mois pour les interventions de maintenance et les pièces remplacées comme le prévoit l'article 1.5 du CCTP.

IV.11. Exécution complémentaire

Conformément aux articles R2122-4 (*fournitures*) et R2122-7 (*services, travaux*) du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

| | | |
|---------------|---------------------------------|------------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 15/20 |
|---------------|---------------------------------|------------|

IV.12. Sous-traitance

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au CHRU de Tours une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner.

IV.13. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un avenant.

IV.14. Assurance

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHRU de Tours en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

| | | |
|---------------|---------------------------------|------------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 16/20 |
|---------------|---------------------------------|------------|

IV.15. Discrétion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

V - Différends et litiges

V.1. Pénalités

V.1.1. Définitions du délai contractuel

Maintenance préventive :

La non-exécution de tout ou parties des prestations demandées au CCTP.

Maintenance corrective :

Le délai de remise en ordre de marche doit être aussi réduit que possible, afin de minimiser la gêne occasionnée dans le fonctionnement de l'établissement.

Les délais contractuels sont définis à l'article 2.6.2 du CCTP.

Le délai d'intervention sur site débute à la date et l'heure de réception de l'appel par le titulaire (ou transmission du bon de commande) pour s'achever date et l'heure de remise en service du matériel.

Les délais sont fixés à l'article 2.6.2 du CCTP avec des niveaux d'urgence.

Le délai d'intervention à distance débute à la date et l'heure de réception de l'appel par le titulaire (ou transmission du bon de commande) pour s'achever date et l'heure de remise en service du matériel.

Les délais sont fixés à l'article 2.6.2 du CCTP avec des niveaux d'urgence.

V.1.2. Exigibilité des pénalités

Les pénalités dues par le titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration du délai contractuel défini ci-dessus, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés, quelle qu'en soit l'origine ou la nature (mauvaise exécution ou autre litige d'exécution).

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le CHRU de Tours ou en cas de manquement du CHRU de Tours à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

| | | |
|---------------|---------------------------------|------------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 17/20 |
|---------------|---------------------------------|------------|

V.1.3. Calcul des pénalités de retard d'exécution

Maintenance préventive :

En cas de non-exécution de tout ou partie de la visite périodique, une pénalité fixe de 500 € par équipement concerné.

Maintenance corrective :

En cas de non-respect du délai de remise en ordre de marche entraînant un dysfonctionnement important du service (déprogrammation d'examens, transfert des malades vers d'autres établissements pour un examen en urgence...) une pénalité sera appliquée sans mise en demeure préalable si les délais de l'article 2.6.2. du CCTP et rappelés dans l'annexe 4 du CCTP ne sont pas respectés.

Le montant des pénalités **sur le retard de la prise en compte de l'intervention** est défini de la façon suivante :

- maintenance corrective urgente : **50 € HT par heure de retard**
- maintenance corrective non urgente : **50 € HT par jour de retard.**

Le montant des pénalités **sur le retard du délai d'intervention** est défini de la façon suivante :

- maintenance corrective urgente : **50 € HT par heure de retard**
- maintenance corrective non urgente : **50 € HT par jour de retard.**

Remise de document (rapport d'intervention, rapport annuel, ...)

Si les délais de l'article IV.4 du CCAP ne sont pas respectés, des pénalités de retard sont éligibles en cas de retard dans la communication des documents et rapport exigés à l'article 2.9 CCTP. Une pénalité de **20 € HT par jour ouvré** de retard sera appliquée.

Pénalité pour l'arrêt d'activités du CHRU de Tours

En cas d'indisponibilité des installations ou du système GTB toute ou partielle du fait du titulaire, il sera fait application immédiate d'une **pénalité forfaitaire de 1 000 € HT.**

Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

V.2. Résiliation du marché

V.2.1. Motifs de résiliation

Le CHRU de Tours peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du marché.

| | | |
|---------------|---------------------------------|------------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 18/20 |
|---------------|---------------------------------|------------|

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché dans le cas où la demande de révision des prix faite par le titulaire dépasse le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

V.2.2. Indemnité de résiliation

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

V.3. Exécution aux frais et risques du titulaire

V.3.1. En cas de rupture d'approvisionnement ou non-exécution en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que la date de reprise de livraison : à défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

V.3.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

V.4. Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

| | | |
|---------------|---------------------------------|------------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2025-DPBST-STRAV-066bis | Page 19/20 |
|---------------|---------------------------------|------------|

VI - Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

| Article du CCAP | Article du CCAG auquel il est dérogé | Objet |
|-----------------|--------------------------------------|---|
| Article II.3 | Article 13.1.1 | Début du délai d'exécution différent de la date de notification |
| Article V.1 | Article 14 | Pénalités |
| Article V.2 | Article 40 | Autre cas de résiliation de marché |
| Article V.2.2 | Article 14.1 | Indemnité de résiliation |
| Article V.3 | Article 45 | Exécution aux frais et risques |